

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/24  
10 novembre 2001

(01-5628)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Quatrième session  
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Déclaration du Directeur général du FMI, M. Horst Köhler,  
faite en son nom par M. Jesús Seade, Conseiller principal, FMI

*(En qualité d'observateur)*

Cette quatrième Conférence ministérielle de l'OMC nous offre l'occasion de vivre un moment historique en contribuant à la construction d'un monde meilleur, un monde où l'intégration économique bénéficie à toutes les nations et à tous les peuples.

Le monde a bien changé depuis le lancement, il y a plus de 15 ans, du Cycle d'Uruguay. La mondialisation s'est accélérée; elle a offert de nouvelles possibilités et apporté la prospérité à de nombreuses régions du globe, tout en posant de nouveaux défis et en suscitant de nouvelles inquiétudes sur le sort de ceux qui n'ont pas tiré profit de ce processus.

Les terribles événements du 11 septembre et l'assombrissement des perspectives de l'économie mondiale qui se poursuit depuis lors ont aggravé ces inquiétudes et mis en évidence l'interdépendance des nations. La lutte contre la pauvreté, le renforcement de nos économies, ou la prévention des crises du système financier international sont autant d'actions qu'aucun pays ne saurait mener tout seul. Plus que jamais, toutes les nations doivent s'unir pour guider et façonner le processus de mondialisation, et plus que jamais les institutions doivent favoriser cette coopération.

La création de l'OMC en 1995 est venue compléter la vision des fondateurs des institutions de Bretton Woods. Après le FMI et la Banque mondiale, le troisième pilier de la coopération économique internationale était désormais en place. Le système ne peut être solide que lorsque ces piliers sont solides – servant ensemble à promouvoir de bonnes politiques économiques, des flux abondants d'aide au développement et les règles d'un système commercial de plus en plus libre et ouvert.

L'importance d'un système commercial robuste et résilient a été amplement révélée par la crise asiatique, durant laquelle l'ouverture des marchés a hâté la reprise économique. Mais aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés à un ralentissement de plus en plus marqué de l'économie mondiale, il est encore plus urgent que l'ouverture des marchés et le regain de confiance que donnerait au monde le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales, soient conjugués à des politiques macro-économiques et financières visant à restaurer la croissance économique. Et au-delà de ces besoins à moyen terme, la poursuite de la libéralisation et l'adoption de règles commerciales actualisées plus rigoureuses sont indispensables à l'établissement d'un système économique mondial robuste.

Toutes les nations ont ici la possibilité d'unir leurs forces pour mettre la mondialisation au service de tous, en particulier des pauvres et de ceux qui sont marginalisés. C'est le plus grand défi qui se pose aujourd'hui à la communauté internationale.

Les possibilités qui s'offrent aujourd'hui sont de trois sortes. Premièrement, il s'agit de **réaffirmer** le bien-fondé du libre-échange, qui a fait ses preuves comme moyen de relever le niveau de vie dans les pays pauvres comme dans les pays riches. Deuxièmement, de **rénover** et de renforcer le système commercial fondé sur des règles, qui est un pilier essentiel d'une économie mondiale plus stable et plus prévisible. Et troisièmement, de **rééquilibrer** le système commercial, afin d'assurer que tous les pays participent pleinement à l'expansion mondiale du commerce et de l'investissement et en récoltent les fruits.

Permettez-moi de développer ces questions en quelques mots.

Tout d'abord, il nous faut **réaffirmer** le bien-fondé de la libéralisation des échanges: nous ne devons pas hésiter à proclamer la contribution que l'expansion du commerce multilatéral a faite à la prospérité mondiale. Aux côtés des progrès de la technologie, la réduction des obstacles aux échanges ainsi qu'aux paiements et à l'investissement a favorisé la croissance extraordinaire que l'économie mondiale connaît depuis la deuxième guerre mondiale; je ne m'étendrai pas sur le cas des pays industrialisés, mais, en ce qui concerne les pays en développement:

- Il est clair que ceux qui ont eu recours à la fois à des stratégies d'ouverture et à de

produise, il faut que les pays en développement puissent participer pleinement aux délibérations de ce cycle de négociations.

Les pays en développement comme les pays développés ont beaucoup à gagner à la libéralisation des échanges dans les domaines qui sont d'importance pour les pays pauvres en développement – non seulement les secteurs traditionnels comme l'agriculture, les textiles et les vêtements, mais aussi le secteur manufacturier et les services. Mais s'il est vrai qu'il est nécessaire d'améliorer l'accès de pays en développement aux marchés des pays industrialisés, il est tout aussi vrai que ceux-ci ont eux-mêmes beaucoup à gagner à une plus grande ouverture à la concurrence, aux courants d'idées nouvelles, aux apports de technologies nouvelles et à l'application de pratiques optimales dans la réforme des entreprises et des institutions que cette ouverture entraîne.

Avec la Banque mondiale, nous sommes prêts, au FMI, à aider nos pays membres dans ce

6lacoun allycle 351veld oTous,dons qreiprflinem'MI, p340 ab Ba Tw traîne.